



## CONSEIL COMMUNAL DE BOREX

Borex, le 3 octobre 2023

### DECISION DU CONSEIL COMMUNAL DE BOREX

Séance du 2 octobre 2023

Présidence : Massimo Gili

**Préavis n°20-2023 – Participation communale au fonds régional pour une mobilité collective et innovante pour la période 2024-2034 à hauteur de CHF 101'790.-**

Le Conseil communal a décidé :

1. D'accepter le préavis 20-2023 - Participation communale au fonds régional pour une mobilité collective et innovante pour la période 2024-2034 ;
2. D'autoriser la municipalité à engager le montant de CHF 101'790.- sur 10 ans à compter de 2024 jusqu'à 2034 équivalent à CHF 90 x 1'131 habitants au titre de la participation communale au Fonds régional pour une mobilité collective et innovante ;
3. De lui accorder dans ce but un crédit de CHF 101'790.- ;
4. De financer ce montant par la trésorerie courante ou, si nécessaire, par le recours à un emprunt bancaire selon les conditions du marché, dans le cadre du plafond d'emprunt 2021- 2026 ;
5. D'amortir le montant de CHF 101'790.- sur une période de 10 ans, à raison de CHF 10'179.- par année ou selon le décaissement demandé par Région de Nyon, par le compte MCH2 79070.3300 ;
6. De prendre acte de la clause de sortie prévue qui donne la possibilité de quitter le programme pendant la période décennale, au plus tôt d'ici au 31 décembre 2028 (soit un minimum de 5 ans d'engagement), avec un effet après deux années civiles (1<sup>er</sup> janvier 2031).

**Résultat du vote :** accepté à l'unanimité

Le Président  
Massimo Gili



La Secrétaire  
Caroline Otto

**Avis affiché au pilier public du 5 au 14 octobre 2023**

« Le référendum doit être annoncé par écrit à la Municipalité dans un délai de 10 jours (art. 110 al. 1 LEDP). Si la demande de référendum satisfait aux exigences, la Municipalité prendra formellement acte de son dépôt, autorisera la récolte des signatures, scellera la liste et informera le comité du nombre minimum de signatures requis ; le titre et le texte de la demande de référendum seront affichés au pilier public (art. 111 al. 3 LEDP). Le délai de récolte des signatures sera de 30 jours dès l'affichage de l'autorisation de récolte des signatures prévu à l'art. 110 al. 3 (LEDP). Enfin, si le délai référendaire court durant les jours de Noël, de Nouvel An ou de Pâques, il sera prolongé de 5 jours. Si ce délai court pendant la période allant du 15 juillet au 15 août, il sera prolongé de 10 jours (art. 110 al. 1 et 105). »